



## NOTE D'ORIENTATION

# Offre de services **de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption** pour l'intervention et le rétablissement face à la Covid-19

**UNITED  
AGAINST  
CORRUPTION**



FOR DEVELOPMENT, PEACE AND SECURITY

**Le PNUD est la principale organisation des Nations unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, de l'inégalité et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à construire des solutions intégrées et durables pour les populations et la planète.**

**Pour en savoir plus, rendez-vous sur [undp.org](http://undp.org) ou suivez @UNDP.**

Copyright ©PNUD 2020. Tous droits réservés.  
One United Nations Plaza, NEW YORK, NY10017, États-Unis

Dans le cadre de la réponse du PNUD à la Covid-19 en matière de gouvernance, cette note d'orientation a été préparée par l'Équipe de l'Initiative mondiale de lutte contre la corruption du PNUD, avec la contribution des centres de liaison régionaux de lutte contre la corruption et de gouvernance et des bureaux de pays.

Contact :

**Anga Timilsina**

Conseiller du programme mondial du PNUD en matière de lutte contre la corruption

[anga.timilsina@undp.org](mailto:anga.timilsina@undp.org)

*Translation by Catherine Meunier*

## 1. Contexte: Transparence, responsabilité et lutte contre la corruption durant la Covid-19

La corruption et ses conséquences impactent l'intervention face à la Covid-19 et le rétablissement après la crise. Pendant la pandémie Covid-19, l'impact socio-économique de la corruption et ses implications seront importants pour les systèmes de gouvernance, et notamment pour la gouvernance du secteur de la santé. L'impact de la corruption se fait actuellement sentir non seulement au niveau de la prestation des services de santé, les décisions politiques, les achats publics et la gestion des fonds pour la santé, mais aussi sur les systèmes de gouvernance en général, ce qui nuit à l'efficacité des mesures de réponse et de relance face à la crise.

Comme beaucoup d'autres crises, la pandémie de Covid-19 constitue un terrain fertile pour la corruption. L'incertitude, les perturbations et les urgences offrent aux acteurs corrompus de nombreuses possibilités de tirer profit de la crise à des fins privées. Les possibilités de recherche de rentes sont plus nombreuses, en particulier dans les situations où il existe une plus grande marge de manœuvre dans l'élaboration des politiques et l'allocation des ressources. Cette situation est particulièrement fréquente dans les pays où les institutions de gouvernance sont faibles, où il y a un manque de transparence, de responsabilité et de surveillance, une supervision et une application limitées, un faible niveau de capital social et de conformité et un manque de confiance dans les institutions gouvernementales. En particulier, en raison de la nécessité urgente de faire face à la crise, certains pays ont assoupli les garanties en matière de transparence, de surveillance et de mécanismes de responsabilité, tels que la conformité, les achats publics et le libre accès aux données. On observe également une tendance à retenir des informations et à suspendre des mesures conçues pour un engagement constructif de multiples parties prenantes dans divers processus de gouvernance.

La corruption ne mine pas seulement les réponses à la crise de Covid-19, ses conséquences peuvent être une question de vie ou de mort. C'est d'autant plus évident pour les personnes privées de soins de santé, car la corruption limite l'accès à des ressources précieuses et vitales, notamment les équipements et les installations médicales. Les personnes pauvres, vulnérables et marginalisées seront touchées et laissées pour compte de manière disproportionnée. Toutefois, l'impact sur la vie des personnes va bien au-delà du secteur de la santé. La corruption exacerbe l'impact socio-économique de la Covid-19, car elle peut fausser les plans de relance et de reprise économique, détourner les subventions destinées aux pauvres et octroyer un traitement préférentiel indu dans le cadre des mesures d'urgence adoptées par les gouvernements. Elle nuit également la confiance accordée au gouvernement, réduisant la conformité aux messages de santé publique, et alimente l'instabilité et les conflits.

### *Chiffres illustrant la corruption dans le secteur de la santé*

- Selon Transparency International, la corruption dans le secteur de la santé entraîne des pertes de **plus de 500 milliards de dollars américains** chaque année, même en temps ordinaire.
- Les enquêtes de la Banque mondiale montrent que **jusqu'à 80 % des fonds de santé non salariaux** ne parviennent jamais aux établissements locaux.
- Selon les estimations de l'OCDE, **jusqu'à 2 000 milliards de dollars américains** d'achats publics pourraient être perdus à cause de la corruption.
- Le Baromètre mondial de la corruption en 2019 a révélé que les taux de corruption dans les hôpitaux et les centres de santé atteignaient **jusqu'à 14 %**.

Les crises sanitaires précédentes, telles que le virus Ebola et le SRAS, ont montré que l'efficacité de la réponse aux crises dépend des éléments suivants : (1) les gouvernements devraient s'engager à faire preuve de transparence, à rendre des comptes et à lutter contre la corruption afin de gagner la confiance du public ; (2) les analyses et les évaluations des risques socio-économiques devraient porter sur les risques liés à la gouvernance, notamment la corruption, la fraude et les détournements de fonds ; (3) les informations devraient être communiquées de manière proactive, cohérente, transparente et en temps utile ; (4) une approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration devrait être adoptée, avec un rôle clair pour les institutions d'audit et de surveillance ; et (5) une approche pangouvernementale est nécessaire, dans laquelle les citoyens et la société civile peuvent s'engager et participer de manière constructive aux activités de réponse et de redressement.

Si la pandémie de Covid-19 entraîne des difficultés sans précédent en termes de risques de corruption, elle représente également une occasion de transformation pour les secteurs public et privé de renforcer leurs engagements dans la lutte contre la corruption et l'instauration d'une culture d'intégrité, de transparence et de responsabilité, afin de renforcer la résilience des sociétés, de favoriser des sociétés pacifiques, justes et inclusives, et de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

## 2. Aperçu des principaux secteurs propices à la corruption pendant la Covid-19

	Principaux problèmes	Exemples de risques de corruption
<b>Achats</b>	L'achat de médicaments et de fournitures dans les systèmes de santé est l'un des domaines les plus susceptibles d'être touchés par la corruption. Étant donné que des mécanismes accélérés sont mis en place pour s'approvisionner en biens et services essentiels, les acteurs corrompus peuvent tirer parti des pénuries mondiales de médicaments et de fournitures médicales pendant la Covid-19.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les spécifications et les termes de référence peuvent être manipulés pour favoriser les fournisseurs</li> <li>• Les fournisseurs peuvent corrompre ou accorder des faveurs aux responsables des achats pour obtenir un avantage dans le cadre d'un appel d'offres</li> <li>• Prix élevés/exiger des prix plus élevés pour les produits</li> <li>• L'achat de produits peut se faire sans raison médicale justifiable</li> <li>• Népotisme pendant la procédure d'appel d'offres</li> </ul>
<b>Prestations de services de santé</b>	Du fait que les hôpitaux sont confrontés à une pénurie croissante de personnel, de lits, de ventilateurs et d'autres équipements, les prestataires de soins médicaux doivent prendre des décisions difficiles quant aux patients à traiter, aux personnes qui ont le plus besoin de soins et à la distribution des médicaments et des fournitures. Le gouvernement détient également le pouvoir d'autoriser et de réglementer la participation du secteur privé dans la prestation de services de santé urgents.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pots-de-vin, faveurs ou paiements informels pour accéder aux soins</li> <li>• Abus de pouvoir dans la sélection des patients ou la distribution d'équipements et de fournitures médicales</li> <li>• Prix excessifs de la part des fournisseurs et des détaillants</li> <li>• Pots-de-vin et faveurs pour autoriser de manière sélective des laboratoires, cliniques et hôpitaux privés à administrer des tests, des traitements, des vaccinations, etc.</li> </ul>
<b>Fonds</b>	Les fonds d'urgence pour lutter contre la Covid-19 ont été augmentés pour soutenir le système de santé, l'économie et le bien-être de la société, avec des décaissements rapides d'importantes sommes d'argent dans le monde entier, distribuées à l'échelle nationale ainsi qu'entre les États, les provinces et les communautés locales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Détournement, malversation ou utilisation abusive des fonds de santé à des fins privées</li> <li>• Détournement des dons des citoyens et des fonds spéciaux créés par le gouvernement, les entreprises ou les partenariats public-privé</li> </ul>
<b>Élaboration des politiques</b>	En raison de l'urgence de la lutte contre la Covid-19, il existe un risque de négliger les obligations de transparence et de responsabilité pour obtenir des réponses rapides et souples face à la Covid-19, sans mécanismes de contrôle appropriés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement préférentiel indu accordé à certains groupes, sociétés, entreprises ou secteurs par rapport à d'autres dans le cadre de mesures d'urgence adoptées par le gouvernement</li> <li>• Lois promulguées sans mécanisme de surveillance ou de responsabilité dans le cadre de mesures d'urgence</li> </ul>

### 3. Intégration de la transparence, de la responsabilité et de la lutte contre la corruption dans l'évaluation des besoins en matière d'impact économique et social et dans la réponse à y apporter

La pandémie de Covid-19 est bien plus qu'une crise sanitaire : elle met également à l'épreuve la résilience des institutions et des systèmes de gouvernance qui aident les sociétés et les économies à se remettre des ramifications de la Covid-19. L'évaluation des impacts de la crise Covid-19 sur les sociétés, les économies et les groupes vulnérables est fondamentale pour informer et adapter les réponses des gouvernements et des partenaires afin de se remettre de la crise et de s'assurer que personne n'est laissé pour compte dans cet effort.

Pourtant, si l'on ne s'attaque pas à la corruption, à l'opacité du processus décisionnel, à la surveillance et à la responsabilité, l'efficacité des mesures prises pour se remettre des conséquences socio-économiques de la Covid-19 risque d'être compromise ou limitée. La transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption sont donc essentielles pour la réponse et le redressement socio-économiques.

La politique de lutte contre la corruption du PNUD et l'appui aux programmes visent à contribuer à la réponse à la crise de la Covid-19 du PNUD, "**Au-delà du rétablissement : Vers 2030**", qui s'appuie sur les enseignements tirés de sa réponse initiale et se concentre sur quatre domaines spécifiques de l'appui du PNUD : **la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la fracture numérique.**



- 1**  **PRIORITÉ À LA SANTÉ :**  
Protéger les services et les systèmes de santé pendant la crise
- 2**  **PROTECTION DES POPULATIONS :**  
Protection sociale et services essentiels
- 3**  **RÉPONSE ET REPRISE ÉCONOMIQUES :**  
Protection des emplois, des PME et des travailleurs et travailleuses du secteur informel
- 4**  **MESURES MACROÉCONOMIQUES ET COLLABORATION MULTILATÉRALE**
- 5**  **COHÉSION SOCIALE ET RÉSILIENCE DES POPULATIONS**

En tant que responsable technique de la réponse socio-économique, le PNUD s'efforce d'évaluer les impacts socio-économiques de la pandémie de Covid-19 sur les économies et les communautés. Le soutien du PNUD en matière de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption contribuera également aux cinq piliers du **Cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique à la Covid-19**, en reconnaissant que des systèmes et des processus de gouvernance efficaces et responsables sont à la base de changements socio-économiques progressifs.

Pour *reconstruire en mieux*, pour que les institutions, les systèmes et les personnes résilientes réduisent leur vulnérabilité aux crises futures, la programmation du PNUD doit mettre l'accent sur:

- Le renforcement du rôle des institutions de lutte contre la corruption ainsi que des mécanismes de surveillance et de responsabilité
- La promotion de la responsabilité sociale et le rôle de la société civile
- Le renforcement de l'intégrité des entreprises
- L'exploitation des bienfaits de la technologie et de l'innovation pour renforcer la transparence et l'ouverture

Pour plus de détails sur l'intégration de la transparence, de la responsabilité et de la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique de la Covid-19, veuillez consulter la **note d'orientation du PNUD : Intégration de la transparence, de la responsabilité et de la lutte contre la corruption dans l'analyse de l'impact socio-économique, l'évaluation des besoins et la réponse à la pandémie de Covid-19.**

## 4. Aperçu des priorités de la réponse immédiate à la crise à court terme et de la relance à moyen et long terme

Afin d'aider les pays à institutionnaliser la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption en réponse à la Covid-19 et du rétablissement, le PNUD offre les services suivants pour la réponse immédiate/à court terme aux crises et les priorités de rétablissement à moyen et long terme, en travaillant avec le gouvernement et les institutions anti-corruption, le secteur privé, la société civile et les communautés locales.

### Réponse immédiate à court terme à la crise

#### 1. Renforcer le suivi et la surveillance de la prestation de services dans le secteur de la santé

- Renforcer le suivi et la notification des prestations de services de santé au niveau communautaire afin d'améliorer l'efficacité et de lutter contre la petite corruption.

#### 2. Garantir des processus d'achat transparents, ouverts et responsables

- Renforcer la transparence et l'intégrité de la gestion des achats, des contrats et des fournitures d'urgence en matière d'équipements et de fournitures médicales.
- Fournir des indications sur l'assurance qualité des produits achetés.

#### 3. Renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des fonds

- Promouvoir la surveillance de l'utilisation des fonds de santé en assurant leur suivi et contrôle afin de garantir qu'ils ne sont pas utilisés à mauvais escient.

### Priorités de relance à moyen et long terme

#### 1. Renforcer les institutions pour intégrer les mesures de lutte contre la corruption dans les secteurs

- Renforcer les capacités de contrôle et d'audit internes et externes, les mécanismes d'évaluation des risques de corruption, l'évaluation d'impact, les processus de passation de marchés et de contrats, etc. dans tous les secteurs.

#### 2. Utiliser la technologie et l'innovation pour promouvoir la transparence, la responsabilité et l'intégrité dans les secteurs

- Améliorer les systèmes d'achats publics, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les services numériques, le traitement des plaintes, l'utilisation des applications mobiles/plateformes numériques pour surveiller les services, etc.

#### 3. Promouvoir l'intégrité des entreprises et l'action collective pour un environnement commercial équitable

- Traiter les questions de propriété bénéficiaire, promouvoir un environnement commercial équitable, des programmes de conformité, des processus de diligence raisonnable, etc.



#### **4. Promouvoir la transparence, la responsabilité et l'intégrité globales du secteur de la santé**

- Renforcer la sensibilisation du public et l'accès à l'information en utilisant la technologie (par exemple, données ouvertes, lutte contre la désinformation, etc.)
- Renforcer les mécanismes de surveillance et de responsabilité pour contrôler l'élaboration des politiques et la transparence budgétaire, afin d'empêcher le détournement et les fuites de ressources par la corruption.

#### **4. Soutenir la responsabilité sociale, l'inclusion et la participation des communautés et de la société civile pour améliorer le contrôle**

- Renforcer la responsabilité sociale dans la prestation des services, le contrôle de l'élaboration des politiques de santé, la connaissance des comportements et le recours aux incitations sociales, ainsi que le suivi et l'évaluation des programmes.

*Veillez noter que les exemples de pays mentionnés dans cette note d'orientation incluent le soutien du PNUD aux pays de programmation ainsi que les bonnes pratiques des pays développés.*

### 1. Renforcer le suivi et la surveillance de la prestation de services dans le secteur de la santé

Au niveau de la prestation de services, les risques de corruption et autres formes de petite corruption sont une préoccupation majeure, en particulier lorsque les hôpitaux ont du mal à faire face à la pandémie, lorsqu'il y a des pénuries croissantes d'équipements et de fournitures médicales essentielles et lorsque les patients désespèrent de recevoir des soins médicaux le plus rapidement possible.

#### Offre de services du PNUD :

- Aider les institutions à mettre en place des mécanismes efficaces de contrôle et de responsabilité internes et externes pour la prestation de services de santé en cas d'urgence.
- Renforcer les mécanismes de responsabilité sociale au niveau communautaire, afin d'améliorer l'efficacité, la qualité et l'accès aux services de santé.
- Faire participer la société civile au contrôle de la distribution des produits, fournitures et équipements médicaux.
- Assurer l'accès à l'information sur la Covid-19 de manière transparente, responsable et opportune.
- Promouvoir des données ouvertes pour permettre un suivi et une surveillance efficaces de la situation et de la réponse à la Covid-19.

#### Exemples de pays :

- En **Corée du Sud**, afin d'arrêter la propagation de la Covid-19, la Commission pour la lutte contre la corruption et les droits civils (ACRC) traite rapidement les rapports de dénonciation concernant les violations de la loi sur le contrôle et la prévention des maladies infectieuses, de la loi sur la quarantaine, de la loi sur les services médicaux, etc. qui menacent la santé et la sécurité publiques, les intérêts des consommateurs, la concurrence loyale et d'autres intérêts publics. [Plus de 50 000 plaintes](#) liées à la Covid-19 ont été analysées (au 16 avril 2020).
- Le Partenariat pour l'ouverture gouvernementale a recueilli [plus de 200 exemples](#) de la communauté des approches d'ouverture gouvernementale mises en œuvre dans le monde entier pour lutter contre la Covid-19.
- En **Ukraine**, les ONG ont élaboré des directives de suivi public sur la fourniture, la disponibilité et l'utilisation des médicaments au niveau local, sur la base du programme de petites subventions soutenu par le PNUD. La méthodologie de suivi vise à contribuer à la fourniture équitable et transparente de médicaments accessibles aux patients, en particulier en aidant les OSC à plaider pour la protection des droits des patients et à prévenir la discrimination.

#### Ressources:

- Centre de ressources anti-corruption U4 – [Des données ouvertes pour la transparence et la responsabilité dans la prestation des services de santé : Quoi de neuf à l'ère numérique ?](#)
- Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) – [Campagne de réponse ouverte + de relance ouverte](#)

### 2. Garantir des processus des achats transparents, ouverts et responsables

La demande urgente de produits, d'équipements et de fournitures médicales nécessite des processus d'achat rapides et efficaces, ce qui peut signifier la simplification ou la suspension des mécanismes de responsabilité pour accélérer la réponse. Toutefois, cela peut conduire des acteurs corrompus à tirer profit de la situation d'urgence à des fins privées, comme la fraude aux prix, la fourniture de produits médicaux falsifiés et de qualité inférieure, ou l'octroi d'un traitement préférentiel indu dans le cadre de mesures d'urgence adoptées par les gouvernements.

#### Offre de services du PNUD :

- Renforcer la transparence et l'intégrité dans la gestion des achats et des

#### Exemples de pays :

- En **Ukraine**, le PNUD et l'OMS ont élaboré un tableau de bord pour le bureau du Premier ministre afin de coordonner et de cartographier tous

#### Ressources:

- Partenariat gouvernemental ouvert – [Achat d'urgence pour la Covid-19 : Acheter](#)

## RÉPONSE IMMÉDIATE À COURT TERME À LA CRISE

fournitures médicales d'urgence, en termes de préparation des documents/terminaux, de partage des procédures opérationnelles standard, de conseils sur le processus d'appel d'offres et de gestion des stocks.

- Fournir des conseils sur l'assurance qualité pour garantir que les produits de santé achetés et fournis sont de qualité appropriée et n'exposent pas les consommateurs à des risques évitables.
- Soutenir des processus contractuels ouverts et transparents afin d'éviter les prix abusifs des fournitures et équipements médicaux.

les besoins en matière de marchés publics liés à COVID-19 et ont analysé leur couverture par les budgets nationaux/locaux ou les partenaires de développement.

- En **Ukraine**, la société civile a développé [l'outil d'intelligence économique](#) Prozorro pour surveiller les achats médicaux et les dépenses d'urgence. Il peut suivre les différences de prix des tests de la Covid-19 dans les régions et la capitale du pays, afin de vérifier le prix des équipements médicaux essentiels et de s'assurer que les autorités s'engagent à soutenir les centres de traitement et non les "poches privées".
- La plateforme d'achats électroniques de la **Colombie** est conforme à la norme de données de passation de marchés publics, même si des procédures d'urgence sont en place. Son Institut national de la santé [divulgue](#) les données et les informations relatives aux appels d'offres, ainsi que tous les commentaires techniques reçus des fournisseurs potentiels.
- Le **Portugal** a introduit des mesures visant à décourager les hausses de prix dans le cadre de son cadre juridique relatif aux marchés publics d'urgence. L'Institut des marchés publics a également créé un ensemble de données ouvertes sur le [portail national de données ouvertes](#), afin de publier toutes les attributions de marchés publics en utilisant ce cadre.

[rapidement, ouvertement et intelligemment](#)

- Commission européenne – [Orientations de la Commission européenne sur l'utilisation du cadre des marchés publics dans la situation d'urgence liée à la crise de la Covid-19](#)
- *Transparency International UK* – [Plaidoyer pour l'ouverture des marchés publics dans le secteur des soins de santé](#)
- PNUD – [Lutter contre les risques d'intégrité dans les marchés publics](#)
- PNUD – [Politique d'assurance qualité pour les produits de santé fournis par le PNUD](#)
- ONUDC – [Guide sur la lutte contre la corruption dans les marchés publics et la gestion des finances publiques](#)

### 3. Renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des fonds

La Covid-19 a nécessité une aide financière immédiate d'un montant important. Les gouvernements, les entreprises et les partenariats public-privé ont créé des fonds spéciaux pour répondre à la crise, et d'autres ont apporté des fonds privés pour atténuer l'impact de la crise. Pourtant, en l'absence de mesures de transparence et de responsabilité dans la gestion des fonds, il existe de nombreux risques de corruption qui peuvent conduire à un détournement, une appropriation illicite ou une mauvaise utilisation de ces importantes sommes d'argent.

#### Offre de services du PNUD :

- Aider les pays à mettre en place des mesures de transparence et de responsabilité complètes (par exemple, des mécanismes d'audit et de surveillance) pour contrôler le décaissement, la réception et l'utilisation des fonds et des dons en lien à la Covid-19, afin de s'assurer qu'ils ne sont pas détournés ou mal utilisés.

#### Exemples de pays :

- Le Fonds mondial est reconnu comme ayant des [politiques solides](#) pour permettre la prévention et la gestion de la corruption dans le cadre des subventions, ainsi que l'application de sanctions. Il a également mis en place un système de passation de marchés ouvert et transparent qui pourrait être utilisé pour l'achat d'appareils médicaux et d'autres fournitures nécessaires.
- En **Tunisie**, le Ministère de la santé a mis en place, avec le soutien consultatif du PNUD, un groupe de travail central chargé de recevoir et de gérer les dons et les contributions pour répondre à la Covid-19 de manière transparente et responsable.

#### Ressources :

- ONUDC – [Responsabilité et prévention de la corruption dans l'attribution et la distribution des plans de sauvetage économique d'urgence dans le contexte et à la suite de la pandémie COVID-19](#)
- *Transparency International, Human Rights Watch* et *Global Witness* – [Une lettre au conseil d'administration du FMI sur la nécessité urgente de mesures anti-](#)

## RÉPONSE IMMÉDIATE À COURT TERME À LA CRISE

- Renforcer la transparence et l'accès à l'information afin de permettre le suivi de l'élaboration des politiques liées à la Covid-19.
- Promouvoir et améliorer le suivi budgétaire par la société civile.
- En **Corée du Sud**, le gouvernement local de la province de Chungcheong du Sud a mis en place un "chien de garde des dépenses budgétaires", dans le cadre duquel les habitants participent à la surveillance et aux enquêtes sur place avec les fonctionnaires.

[corruption dans la réponse du FMI à la crise de la Covid-19.](#)

- Centre de ressources anti-corruption U4 – [Ebola et la corruption : Surmonter les défis critiques de la gouvernance en situation de crise](#)

## 4. Promouvoir la transparence, la responsabilité et l'intégrité globales des institutions de gouvernance

La Covid-19 n'est pas seulement une crise sanitaire, c'est aussi une crise de gouvernance. Sans transparence, responsabilité et intégrité dans la réponse à la Covid-19, la corruption et la faiblesse des structures et des capacités institutionnelles peuvent non seulement saper la réponse des pays, mais aussi contribuer à la propagation et à l'aggravation de l'impact de la Covid-19.

### Offre de services du PNUD :

- Soutenir les institutions de lutte contre la corruption, de contrôle et d'audit afin de garantir la responsabilité dans la gestion et la réponse globale aux crises.
- Promouvoir une approche pangouvernementale en réunissant les institutions de lutte contre la corruption, de contrôle et d'audit avec d'autres ministères.
- Soutien à l'amélioration des communications stratégiques et du partage de l'information au sein du gouvernement.
- Renforcer la sensibilisation du public et l'accès à l'information en utilisant la technologie (par exemple, des données ouvertes) de manière transparente, responsable et opportune, afin de permettre un suivi efficace et

### Exemples de pays :

- Le PNUD aide **l'Ouzbékistan** à évaluer les risques de corruption dans le secteur de la santé et à mettre en place un système de gestion de la lutte contre la corruption au sein du Ministère de la Santé et de l'ensemble du système de santé, y compris l'achat, le stockage et la distribution de fournitures médicales, ainsi que la préparation aux catastrophes et aux situations d'urgence, sur la base des normes ISO et d'autres normes internationales.
- En **Thaïlande**, le Comité national de lutte contre la corruption (NACC) s'emploie activement à faire participer le public à la recherche de zones à risque de corruption dans tout le pays, par le biais du projet *Corruption Risk Mapping in the Covid-19 Crisis* - en français : Cartographie des risques de corruption pendant la crise du Covid-19. Ce projet encourage la participation du public pour surveiller et signaler des faits de corruption, et recueille des données systématiques pour fournir une base de données qui soutient les opérations futures.
- En **Corée du Sud**, grâce à des innovations rapides visant à "aplatir la courbe" de la Covid-19, le public est pleinement informé de l'évolution de la Covid-19 avec une divulgation ouverte et transparente des informations en temps réel. Les autorités centrales et locales diffusent des informations spécifiques à chaque zone par le biais d'alertes d'urgence mobiles, d'applications et de sites web, et des réunions d'information quotidiennes sont organisées pour les citoyens par le biais des médias traditionnels.
- À **Singapour**, le groupe de travail pluriministériel a mis en place des mécanismes efficaces de suivi, de traçage et de surveillance, de recherche et d'analyse afin de formuler des politiques, des réponses et des mécanismes d'application

### Ressources:

- *Transparency International* – [La corruption et le coronavirus : Comment prévenir les abus de pouvoir lors d'une pandémie sanitaire mondiale](#)
- *Transparency International* - [Stratégies de lutte contre la corruption pour les agences de développement pendant la pandémie de Covid-19](#)
- Centre de ressources anti-corruption U4 – [Corruption pendant la Covid-19 : Une double menace pour les pays à faible revenu](#) et [Lutte contre la corruption pendant la Covid-19](#)
- Institut de Bâle sur la gouvernance – [Repenser la gouvernance en période de pandémie de Covid-19](#)
- Commission indépendante contre la corruption (Nouvelle-Galles du Sud) – [Faire face à la corruption lors de l'épidémie de Covid-19](#)

## RÉPONSE IMMÉDIATE À COURT TERME À LA CRISE

- de lutter contre la désinformation.
  - Promouvoir la transparence et l'ouverture des données relatives aux essais cliniques et aux autres activités de recherche et de développement de médicaments et de vaccins.
  - Promouvoir une approche globale de la société en rassemblant les institutions gouvernementales, le secteur privé et la société civile pour relever les défis dans le secteur de la santé et au-delà.
  - Soutenir les plans de continuité des activités de lutte contre la corruption pendant les perturbations de la Covid-19 (par exemple, poursuivre l'application de la loi, les enquêtes sur les cas de corruption, etc.)
- gouvernementaux fondés sur des preuves. Une communication efficace et transparente, ainsi que des messages opportuns, cohérents et cohérents de la part du gouvernement ont renforcé la confiance du public dans le gouvernement, dissipé les mythes et les fausses nouvelles, et fait en sorte que le public soit bien informé.
- En **Moldavie**, le PNUD a lancé une campagne de sensibilisation du public en collaboration avec le bureau du médiateur et le centre national de lutte contre la corruption. Cette campagne a encouragé le personnel médical à dénoncer toute irrégularité ou tout soupçon de corruption. La protection du médiateur sera assurée, conformément à la loi de 2018 sur les dénonciateurs. La campagne visait également à décourager toute forme de représailles de la part des employeurs à l'encontre du personnel médical.
  - En **Serbie**, le PNUD a soutenu le développement du portail de données ouvert afin de rendre disponibles les données sur tous les cas confirmés d'infection de Covid-19 en Serbie. Les données sont mises à jour quotidiennement et comprennent le nombre de tests effectués, le nombre de cas enregistrés et le lieu où ils ont été enregistrés, le nombre de patients hospitalisés et le nombre de patients Covid-19 sous respirateur, ainsi que le nombre et la répartition par sexe et l'âge moyen des personnes décédées.
  - Au **Liban**, le PNUD, l'OMS et l'UNICEF se sont associés au Ministère de l'information pour lutter contre la désinformation sur la Covid-19 en lançant une campagne médiatique.
  - Le PNUD a lancé des campagnes sur les réseaux sociaux en **RDP Lao**, en **Chine**, au **Vietnam** et en **Somalie** pour sensibiliser sur la Covid-19, lutter contre la désinformation et renforcer la communication avec les minorités ethniques et les communautés rurales, afin de diffuser des informations sur les mesures préventives et les sujets liés à la Covid-19.
  - Au **Kosovo\***, le PNUD travaille en étroite collaboration avec les organismes chargés de l'application de la loi afin de garantir la poursuite des enquêtes sur la corruption et le recouvrement des avoirs volés. Compte tenu des restrictions imposées par la Covid-19, le PNUD Kosovo soutient le développement de systèmes en ligne pour le suivi de la stratégie nationale de lutte contre la corruption, des plans d'intégrité, des avoirs des fonctionnaires et des déclarations de revenus. Un système en ligne a été mis en place pour permettre aux procureurs de recueillir des preuves/données virtuellement via des réseaux sécurisés. Le PNUD Kosovo soutient également l'élaboration de règles de procédure pour les procureurs et les juges sur la manière de mener les enquêtes et les procédures judiciaires après l'assouplissement des restrictions liées à la Covid-19.

\* Les références au Kosovo s'entendent dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

## 1. Renforcer les institutions pour intégrer la lutte contre la corruption dans les secteurs

La pandémie de Covid-19 nous a confronté non seulement à une crise sanitaire, mais aussi à une crise socio-économique. Au-delà de l'intégration de la lutte contre la corruption dans le secteur de la santé, l'atténuation des risques de corruption dans d'autres secteurs (par exemple, l'éducation, l'eau et l'assainissement, l'énergie, les douanes et l'immigration, la construction, l'alimentation et l'agriculture, etc.) est cruciale pour minimiser l'impact socio-économique de la pandémie, renforcer la résilience des citoyens et des communautés et améliorer l'intégrité dans les secteurs public et privé. La lutte contre la corruption, ancrée dans l'ODD 16 visant à renforcer les institutions et à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, joue un rôle crucial pour accélérer la réalisation de tous les ODD.

### Offre de services du PNUD :

- Fournir un soutien technique aux institutions afin de mener des évaluations des risques de corruption et d'intégrer des mesures d'atténuation des risques de corruption dans les systèmes, les fonds, les politiques et les programmes de tous les secteurs.
- Fournir un soutien aux politiques et programmes pour renforcer la capacité des institutions nationales et locales à intégrer la lutte contre la corruption dans les plans et processus de développement nationaux, sectoriels et locaux.
- Renforcer la coordination entre les institutions de lutte contre la corruption et les ministères de tutelle afin d'intégrer la lutte contre la corruption dans les plans de relance nationaux et locaux.
- Mener des évaluations de l'impact de la Covid-19 au niveau national sur les risques de corruption et de fraude, la transparence générale et la responsabilité des institutions.
- Fournir un soutien politique et consultatif pour faire face aux nouveaux risques de corruption qui découlent de l'impact socio-économique de la Covid-19.
- Renforcer la capacité des institutions de lutte contre la corruption à promouvoir une

### Exemple de pays :

- Le PNUD a organisé une formation au niveau national au **Bangladesh**, au **Bhoutan** et en **Ouzbékistan** sur l'intégration de la lutte contre la corruption dans les ODD, notamment en s'attaquant aux goulets d'étranglement de la gouvernance dans le secteur de la santé afin d'accélérer la réalisation des ODD.
- En **Tunisie**, sur la base de la méthodologie d'évaluation des risques de corruption du PNUD, des mesures d'atténuation des risques de corruption ont été introduites dans trois hôpitaux, ce qui a permis de réduire les inefficacités et les détournements de ressources dans les hôpitaux, tout en améliorant la prestation des services.
- Au **Maroc**, le PNUD, en collaboration avec le Ministère de la santé et les autorités nationales, a soutenu la conception et la mise en œuvre d'une expérience de terrain dans les services de maternité des hôpitaux publics marocains, sur les incitations sociales visant à réduire la corruption transactionnelle liée à la qualité des soins.
- Dans les **États arabes**, le PNUD a développé [une approche de gestion des risques de corruption pour lutter contre la corruption](#) et améliorer la transparence et la responsabilité dans le domaine des soins de santé dans le cadre de ses efforts plus larges pour soutenir les ODD. Un cadre conceptuel pour l'évaluation des risques de corruption au niveau sectoriel a été élaboré, comprenant des guides de mise en œuvre adaptés au contexte du secteur et du pays.
- Le **PNUD**, l'**OMS** et le **Fonds mondial** ont mis en place l'Alliance pour la lutte contre la corruption, la transparence et la responsabilité (ACTA) dans le domaine de la santé, qui

### Ressources :

- PNUD et UNSSC – [PNUD et UNSSC - Cours en ligne sur "La lutte contre la corruption dans le contexte de l'Agenda 2030 pour le développement durable"](#)
- PNUD – [Lutte contre la corruption dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'eau](#) and [Cours en ligne sur la lutte contre la corruption dans les secteurs](#)
- Centre de ressources anti-corruption U4 – [Lutte contre la corruption dans le secteur de la santé](#)
- *Transparency International* – [La pandémie ignorée : comment la corruption dans la prestation des services de santé menace le CHU](#)
- *Transparency International UK* – [Diagnostiquer la corruption dans les soins de santé](#)
- *Kirya (2020)* "[Promouvoir la lutte contre la corruption, la transparence et la responsabilité dans le recrutement et la promotion des travailleurs de la santé afin de préserver les résultats en matière de santé](#)"
- *Kohler and Dimancesco (2020)* "[Le risque de corruption dans les achats publics de produits pharmaceutiques : comment les mesures de lutte contre la corruption, de transparence et de responsabilité peuvent réduire ce risque](#)"



## PRIORITÉS DE RELANCE À MOYEN ET LONG TERME

surveillance efficace et à prévenir la fraude et la corruption dans divers secteurs.

soutient l'intégration de la lutte contre la corruption dans les efforts de renforcement du système de santé pour accélérer les objectifs en matière de santé.

- OMS – [Mettre l'accent sur la lutte contre la corruption, la transparence et la responsabilité dans les évaluations des systèmes de santé](#)

## 2. Utiliser la technologie et l'innovation pour promouvoir la transparence, la responsabilité et l'intégrité dans les secteurs

L'innovation et la technologie offrent un potentiel énorme pour renforcer les efforts de lutte contre la corruption, notamment le signalement, le suivi, la collecte de données, les campagnes, la mobilisation sociale, les interactions entre les citoyens et le gouvernement ainsi que les initiatives d'administration en ligne de la corruption.

### Offre de services du PNUD :

- Aider les gouvernements à tirer parti des avantages de la e-gouvernance pour la prestation de services et la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
- Aider les gouvernements à mettre en place des systèmes de passation de marchés et de contrats en ligne.
- Promouvoir l'utilisation des services numériques pour accroître l'efficacité et éliminer les possibilités de corruption dans tous les secteurs de prestation de services.
- Aider les gouvernements à mettre en place des plateformes numériques pour le contrôle des services, le traitement des plaintes et la gestion des griefs.

### Exemple de pays :

- Le Partenariat pour des solutions de développement du PNUD a partagé avec plus de 11 pays les outils politiques innovants de la **Corée du Sud**, sur les mécanismes efficaces de prévention de la corruption, y compris les systèmes de suivi, d'évaluation et de prévention de la corruption, ainsi que les données ouvertes et les systèmes de gestion des constructions publiques.
- La plateforme d'achats en ligne Prozorro de **l'Ukraine** a été lancée pour permettre aux organismes gouvernementaux de réaliser des achats de manière électronique et transparente et pour donner aux citoyens un accès ouvert à ces passations de marchés publics. DoZorro est un outil permettant d'identifier les risques de corruption, où les citoyens peuvent donner leur avis et signaler les infractions tout au long du cycle de passation des marchés.

### Ressources :

- *Mackey and Cuomo* (2020) ["Un examen interdisciplinaire des technologies numériques pour faciliter la lutte contre la corruption, la transparence et la responsabilité dans la passation des marchés de médicaments"](#)
- *GIZ* – [Adopter la numérisation : Comment utiliser les TIC pour renforcer la lutte contre la corruption](#)
- Institut de Bâle sur la gouvernance – [Nouvelles perspectives pour l'administration en ligne et la prévention de la corruption](#)

## 3. Promouvoir l'intégrité des entreprises et l'action collective pour un environnement commercial équitable

La pandémie Covid-19 et la crise socio-économique posent d'énormes défis aux entreprises. La corruption est depuis longtemps un obstacle majeur pour les entreprises des marchés émergents ; afin d'accélérer la reprise économique, les entreprises ont la possibilité de s'engager davantage à atténuer la corruption et son impact, et à accroître l'intégrité et la transparence de leurs pratiques commerciales.

### Offre de services du PNUD :

- Soutenir les processus de conformité et de diligence raisonnable menés par le secteur privé pour empêcher les entreprises corrompues de s'emparer du marché.

### Exemple de pays :

- Le PNUD promeut un environnement commercial équitable, transparent et prévisible dans [six pays de l'ANASE - Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Thaïlande et Vietnam](#) -, en travaillant avec les gouvernements, la société civile et le secteur des affaires pour favoriser des conditions de concurrence équitables pour les entreprises, nourrir une culture de

### Ressources :

- *Transparency International UK* – [Lutte contre la corruption pendant la Covid-19 : Six conseils pour les responsables de la conformité](#)
- Institut de Bâle sur la gouvernance – [Ici aujourd'hui et parti demain ? Intégrité et lutte](#)

## PRIORITÉS DE RELANCE À MOYEN ET LONG TERME

- Promouvoir la transparence et l'ouverture des marchés publique.
  - Soutenir les entreprises par le biais de plateformes numériques afin de faciliter les processus d'entreprise et de rationaliser les procédures administratives telles que l'octroi de licences, de permis, etc. dans le cadre de la récupération post-covid.
  - Faciliter l'action collective et les réformes pour assurer la transparence de la propriété effective.
- transparence et d'intégrité dans les secteurs public et privé, minimiser les risques de corruption et encourager des pratiques commerciales responsables et durables.
- En **Arménie**, le PNUD et la Fondation Coca-Cola ont collaboré pour [fournir du matériel médical d'urgence](#) en réponse à la crise de la Covid-19.
  - Le PNUD **Kosovo\*** travaille avec le secteur privé à l'identification des clients à haut risque et à la découverte de la propriété bénéficiaire au Kosovo et dans d'autres juridictions.
- \* Les références au Kosovo doivent être comprises dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

[contre la corruption dans le secteur privé après la Covid-19](#)

## 4. Soutenir la responsabilité sociale, l'inclusion et la participation des communautés et de la société civile pour améliorer le contrôle

La société civile et les communautés jouent un rôle important en exigeant des gouvernements et du secteur privé qu'ils rendent des comptes, par le biais du suivi et de l'évaluation, de la surveillance et de la participation active à la planification et à la mise en œuvre des politiques et des programmes. La pandémie de Covid-19 et son impact socio-économique présentent des risques de corruption accrus dans des secteurs autres que celui de la santé, où de nouveaux groupes peuvent prendre du retard et où les groupes vulnérables peuvent se retrouver encore plus à la traîne. Ces ramifications réitérent la nécessité de ne pas faire de laissés-pour-compte.

### Offre de services du PNUD :

- Aider les gouvernements nationaux et locaux à mettre en place des plates-formes de traitement des plaintes et des systèmes de gestion des griefs pour la prestation de services.
- Aider les gouvernements nationaux et locaux à mettre en place des systèmes ouverts de partage d'informations et de passation de marchés afin de promouvoir la transparence.
- Soutenir les OSC et les communautés pour qu'elles contribuent aux processus de gouvernance nationale et locale et à la prestation de services, grâce à la responsabilité sociale.
- Renforcer la participation inclusive et le rôle des femmes, des jeunes, des LGBTI, des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés, afin que personne ne soit laissé pour compte.

### Exemple de pays :

- En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, le PNUD a soutenu l'initiative *Phones Against Corruption* (P@C), une plateforme de messagerie textuelle simple et anonyme qui offre aux citoyens un mécanisme sûr et efficace pour signaler la corruption et contrôler les budgets.
- Aux **Philippines**, afin de promouvoir l'intégrité et d'améliorer la mise en œuvre des projets d'infrastructure locale liés aux ODD, le PNUD a soutenu la mise en œuvre de l'application *DevelopmentLIVE*, qui a permis aux citoyens et au gouvernement de suivre les progrès et de fournir un retour d'information en temps réel.

### Ressources :

- Institut de Bâle sur la gouvernance – [Les communautés contre la corruption : Cadre d'évaluation et boîte à outils méthodologiques](#)
- Centre de ressources anti-corruption U4 – [Exploiter le pouvoir des communautés contre la corruption](#)



## Points focaux et experts en matière de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption

### Équipe mondiale de lutte contre la corruption

Anga Timilsina  
[anga.timilsina@undp.org](mailto:anga.timilsina@undp.org)

Aida Arutyunova  
[aida.arutyunova@undp.org](mailto:aida.arutyunova@undp.org)

Jungoh Son  
[jungoh.son@undp.org](mailto:jungoh.son@undp.org)

Charlene Lui  
[charlene.lui@undp.org](mailto:charlene.lui@undp.org)

### Centres régionaux

#### **Afrique (Centre de services régional à Addis-Abeba)**

Phil Matsheza  
[philliat.matsheza@undp.org](mailto:philliat.matsheza@undp.org)

#### **États arabes (Centre régional d'Amman)**

Arkan El-Seblani  
[arkan.el-seblani@undp.org](mailto:arkan.el-seblani@undp.org)

#### **Asie et Pacifique (Centre régional de Bangkok)**

Diana Torres  
[diana.torres@undp.org](mailto:diana.torres@undp.org)

#### **Bureau régional pour le Pacifique à Fidji**

Sonja Stefanovska-Trajanoska  
[sonja.trajanoska@undp.org](mailto:sonja.trajanoska@undp.org)

#### **Europe et CEI (Centre régional d'Istanbul)**

Irakli Kotetishvili  
[irakli.kotetishvili@undp.org](mailto:irakli.kotetishvili@undp.org)

#### **Amérique latine et Caraïbes (Centre régional du PNUD au Panama)**

Jairo Acuna-Alfaro  
[jairo.acuna@undp.org](mailto:jairo.acuna@undp.org)

